

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
DU COMMERCE EXTÉRIEUR
ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Remise de lettres de créance

Le 11 décembre 1990, LL. EE. MM. Edmond Cakpo-Tozo, György Granasztói, T.M. Zahirsjah et Phoune Khammounheuang, ont eu l'honneur de remettre au Roi, en audience officielle, les lettres qui Les accréditent auprès de Sa Majesté, respectivement en qualité d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Bénin, de la République de Hongrie, de la République d'Indonésie à Bruxelles et de la République populaire Lao en Belgique, avec résidence à Paris.

Escortées d'un détachement de cavalerie, et accompagnées du personnel des Ambassades, Elles ont été conduites au Palais dans les automobiles de la Cour et ramenées à Leurs résidences à l'issue de l'audience.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

Overhandiging van geloofsbrieven

Op 11 december 1990 hebben HH. EE. de heren Edmond Cakpo-Tozo, György Granasztói, T.M. Zahirsjah en Phoune Khammounheuang, de eer gehad aan de Koning, in officiële audiëntie, de geloofsbrieven te overhandigen die Hen bij Zijne Majesteit in de hoedanigheid van buitengewoon en gevolmachtigd Ambassadeur respectievelijk van de Republiek Benin, van de Republiek Hongarije, van de Republiek Indonesië te Brussel en van de Democratische Volksrepubliek Lao in België, met residentie te Parijs.

Begeleid door een detachement ruitery en vergezeld van het personeel der Ambassades werden Zij in de automobielen van het Hof naar het Paleis gevoerd en, na afloop van de audiëntie, naar Hun residentie teruggebracht.

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS — WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

F. 91 — 370

Accord de coopération relatif à l'établissement des Commissions « Coopération internationale » et « Coopération fédérale » de la conférence interministérielle de la politique scientifique

Définitions

Article 1^{er}. Dans le présent accord de coopération, les termes qui suivent ont la signification que leur donne le présent article :

loi spéciale : la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles telle que modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 janvier 1989;

accord : le présent accord de coopération conclu en vertu de l'article 92bis de la *loi spéciale*;

CIMPS : la Conférence interministérielle de la Politique scientifique créée par le Comité de concertation Gouvernement-Exécutifs le 9 mai 1989;

CIS : la Commission « Coopération internationale » de la *CIMPS* créée par l'*accord*;

CFS : la Commission « coopération fédérale » de la *CIMPS* créée par l'*accord*;

partie : une des parties à l'*accord*, c'est-à-dire la Commission communautaire commune, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, l'Etat, la Région de Bruxelles-Capitale, la Région flamande et la Région wallonne;

Commission : la *CIS* et la *CFS*;

Exécutif : pour la Région flamande et la Communauté flamande, l'Exécutif flamand; pour les autres Régions et Communautés, leur Exécutif; pour la Commission communautaire commune, le Collège réuni;

fonctionnaire : personne qui preste des services dans l'Administration d'une *partie* ou auprès d'une personne morale de droit public n'ayant pas de caractère marchand, à l'exclusion des personnes exerçant des fonctions dans le Cabinet d'un Ministre, d'un Secrétaire d'Etat, d'un Président d'Exécutif ou d'un membre d'un Exécutif;

politique scientifique : la politique relative à la recherche/développement, à la science et à la technique, à l'innovation technologique, au service public scientifique, à l'organisation et à la stimulation de l'utilisation de connaissances scientifiques et techniques nouvelles, aux chercheurs et aux autres personnes concernées par les activités de recherche;

Communautés : la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, et, exclusivement pour ce qui est relatif aux matières relevant de ses compétences, la Commission communautaire commune;

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

N. 91 — 370

Samenwerkingsakkoord met betrekking op de inrichting van de Commissies « Internationale Samenwerking » en « Federale Samenwerking » van de interministeriële conferentie voor wetenschapsbeleid

Begrippen

Artikel 1. In het onderhavig samenwerkingsakkoord hebben de hiernavolgende termen de betekenis die zij verkrijgen in dit artikel

bijzondere wet : de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen zoals gewijzigd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en door de bijzondere wet van 16 januari 1989;

akkoord : het onderhavig samenwerkingsakkoord, gesloten krachtens artikel 92bis van de *bijzondere wet*;

IMCWB : de Interministeriële Conferentie voor Wetenschapsbeleid opgericht door het Overlegcomité Regering — Executieven op 9 mei 1989;

CIS : de Commissie « Internationale Samenwerking » van de *IMCWB* opgericht door het *akkoord*;

CFS : de Commissie « Federale samenwerking » van de *IMCWB* opgericht door het *akkoord*;

partij : een van de partijen van het *akkoord*, dit wil zeggen de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Staat, het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, het Vlaamse Gewest en het Waalse Gewest;

Commissie : de *CIS* en de *CFS*;

Executieve : voor het Vlaamse Gewest en de Vlaamse Gemeenschap, de Vlaamse Executieve; voor de andere Gewesten en Gemeenschappen, hun Executieve; voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Verenigd College;

ambtenaar : een persoon die diensten verricht in de Administratie van een *partij* of bij een rechtspersoon van publiek recht zonder handelskarakter, met uitzondering van personen die functies vervullen bij het kabinet van een Minister, een Staatssecretaris, een Voorzitter van een Executieve of van een lid van een Executieve;

wetenschapsbeleid : het beleid betreffende onderzoek/ontwikkeling, de wetenschap en de techniek, de technologische innovatie, de openbare wetenschappelijke dienstverlening, de organisatie en de stimulering van het gebruik van nieuwe wetenschappelijke en technische kennis, de vorsers en de andere personen die betrokken zijn bij de onderzoeksactiviteiten;

Gemeenschappen : de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, en, uitsluitend voor de materies waarvoor zij bevoegd is, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

Communautés et/ou Régions : soit l'ensemble des *Communautés*, soit l'ensemble des *Régions*, soit l'ensemble des *Communautés* et l'ensemble des *Régions*;

arrêté royal de procédure : l'arrêté royal du 9 avril 1990 portant exécution de l'article 6bis, § 3, alinéa 2 de la *loi spéciale*.

Etablissement et composition des Commissions

Art. 2. § 1^{er}. Les *parties* établissent, sous l'autorité de la *CIMPS*, une Commission « Coopération internationale » et une Commission « Coopération fédérale » au sein desquelles chacune d'entre elles est représentée par des *fonctionnaires*.

§ 2. La représentation de chaque *partie* au sein des *Commissions* se compose d'un représentant et de délégués.

§ 3. Les *Commissions* sont présidées à tour de rôle par les représentants des *parties* avec une rotation annuelle et selon un ordre convenu entre ces représentants. La même *partie* assure simultanément la présidence des *Commissions*.

§ 4. Sans préjudice de l'article 5, § 6, le représentant d'une *partie* dans une *Commission* y exprime la position de cette *partie* et en dirige la représentation.

§ 5. Le représentant de l'Etat dans la *CFS* et dans la *CIS* est le Secrétaire générale des Services de programmation de la Politique scientifique.

§ 6. Les représentants des *parties* autres que l'Etat sont désignés par l'*Exécutif* de ces *parties*.

§ 7. Chaque représentant peut déléguer sa fonction à un *fonctionnaire* de la *partie* qu'il représente.

§ 8. Les désignations effectuées en vertu du § 6 ainsi que les délégations accordées en vertu du § 7 ne sont effectives qu'à partir du moment où le Président de la *Commission* concernée en a été informé par écrit par l'*Exécutif* ou par le représentant.

§ 9. Les délégués visés au § 2 sont désignés par ou en vertu d'une décision du Conseil des Ministres ou de l'*Exécutif* selon que ces délégués font partie de la représentation de l'Etat ou d'une autre *partie*.

§ 10. Le Ministre des Affaires étrangères désigne un délégué au sein de la représentation de l'Etat auprès des *Commissions*, il peut désigner un délégué au sein de la représentation de l'Etat auprès des organes spécialisés visés à l'article 9. Ces délégués participent aux délibérations et à la formation du consensus comme prévu à l'article 5, § 6.

§ 11. Les désignations effectuées en vertu des §§ 9 et 10 ne sont effectives qu'à partir du moment où le Président de la *Commission* concernée en a été informé par écrit respectivement par le représentant dirigeant la représentation dont doit faire partie le délégué ou par le Ministre des Affaires étrangères.

§ 12. Les représentants peuvent, d'un commun accord, décider que les représentations sont autorisées, pour des affaires déterminées, à s'adjoindre des experts.

§ 13. Le secrétariat des *Commissions* est assuré, sous l'autorité du Président, par les Services de programmation de la Politique scientifique.

Mandat de la CIS

Art. 3. La *CIS* est chargée, en ce qui concerne la *politique scientifique*

1. d'assurer, sur le plan administratif, la concertation sur les affaires internationales intéressant l'Etat et les *Communautés et/ou Régions*;

2. de préparer, sur le plan administratif, les positions belges relatives aux affaires internationales lorsque la Belgique est nécessairement impliquée et que ces affaires concernent, en tout ou en partie, des matières qui sur le plan interne relèvent de la compétence d'une ou de plusieurs *Régions* ou *Communautés*;

3. de fournir un cadre institutionnel aux réunions prévues par ou en vertu de l'*arrêté royal de procédure* lorsque la procédure concerne des actions présentant une dimension internationale;

4. d'exécuter toute autre mission qui lui est confiée par ou en vertu d'un accord de coopération ou par la *CIMPS*.

La *CIS* peut, en outre et sans préjudice du 1., assurer, sur le plan administratif, la concertation sur les affaires internationales intéressant deux ou plusieurs *parties*, à la demande de celles-ci et moyennant l'accord de toutes les *parties*.

Gemeenschappen en/of Gewesten : hetzij het geheel van de *Gemeenschappen*, hetzij het geheel van de *Gewesten*; hetzij het geheel van de *Gemeenschappen* en het geheel van de *Gewesten*;

procedure koninklijk besluit : het koninklijk besluit van 9 april 1990 houdende uitvoering van artikel 6bis, § 3, tweede lid van de *bijzondere wet*.

Inrichting en samenstelling van de Commissies

Art. 2. § 1. De *partijen* richten, onder het gezag van de *IMCWB*, een Commissie « Internationale Samenwerking » en een Commissie « Federale Samenwerking » in, waarin ieder van hen, vertegenwoordigd wordt door *ambtenaren*.

§ 2. De vertegenwoordiging van elke *partij* in de schoot van de *Commissies* omvat een vertegenwoordiger en afgevaardigden.

§ 3. De *Commissies* worden beurtelings voorgezeten door de vertegenwoordigers van de *partijen* met een jaarlijkse rotatie en volgens een tussen hen afgesproken beurtrol. Dezelfde *partij* neemt terzeldertijd het voorzitterschap van de *Commissies* waar.

§ 4. Onverminderd artikel 5, § 6, verwoordt de vertegenwoordiger van een *partij* in een *Commissie* het standpunt van deze *partij* en leidt hij de vertegenwoordiging ervan.

§ 5. De vertegenwoordiger van de Staat in de *CFS* en in de *CIS* is de Secretaris-generaal van de Diensten voor Programmatie van het Wetenschapsbeleid.

§ 6. De vertegenwoordigers van de andere *partijen* dan de Staat worden aangewezen door de *Executieve* van deze *partijen*.

§ 7. Iedere vertegenwoordiger kan zijn opdracht delegeren aan een *ambtenaar* van de *partij* die hij vertegenwoordigt.

§ 8. De aanwijzingen overeenkomstig § 6 evenals de delegaties toegewezen overeenkomstig § 7 treden slechts in voege op het ogenblik dat de voorzitter van de desbetreffende *Commissie* er schriftelijk van in kennis werd gesteld door de *Executieve* of de vertegenwoordiger.

§ 9. De in § 2 bedoelde afgevaardigden worden aangewezen door of krachtens een besluit van de Ministerraad of van de *Executieve* naargelang die afgevaardigden deel uitmaken van de vertegenwoordiging van de Staat of van een andere *partij*.

§ 10. De Minister van Buitenlandse Zaken duidt een afgevaardigde aan binnen de vertegenwoordiging van de Staat in de *Commissies*; hij kan een afgevaardigde aanduiden binnen de vertegenwoordiging van de Staat in de gespecialiseerde organen bedoeld in artikel 9. Deze afgevaardigden nemen deel aan de beraadslaging en aan de totstandkoming van een consensus zoals vastgesteld in artikel 5, § 6.

§ 11. De aanwijzingen overeenkomstig §§ 9 et 10 treden slechts in voege vanaf het ogenblik waarop de Voorzitter van de betrokken *Commissie* er schriftelijk van in kennis werd gesteld respectievelijk door de vertegenwoordiger die de vertegenwoordiging leidt waarvan de afgevaardigde deel uitmaakt of door de Minister van Buitenlandse Zaken.

§ 12. De vertegenwoordigers kunnen, in onderling akkoord, beslissen dat de vertegenwoordigingen voor welbepaalde aangelegenheden kunnen worden aangevuld met experten.

§ 13. Het secretariaat van de *Commissies* wordt verzekerd door de Diensten voor Programmatie van het Wetenschapsbeleid onder het gezag van de Voorzitter.

Oprichting van de CIS

Art. 3. De *CIS* heeft inzake het *wetenschapsbeleid* de opdracht

1. op administratief vlak, het overleg over de internationale aangelegenheden te verzekeren die de Staat en de *Gemeenschappen en/of de Gewesten* aanbelangen;

2. op administratief vlak, de Belgische standpunten voor te bereiden over internationale aangelegenheden wanneer België noodzakelijkerwijze betrokken is en deze aangelegenheden geheel of gedeeltelijk betrekking hebben op materies die op binnenlands vlak behoren tot de bevoegdheid van een of meer *Gewesten* of *Gemeenschappen*;

3. te voorzien in een institutioneel kader voor de vergadering bepaald in of krachtens het *procedure koninklijk besluit* wanneer de procedure betrekking heeft op acties met een internationale betekenis;

4. elke andere opdracht te vervullen die haar wordt toevertrouwd door of krachtens een samenwerkingsakkoord of door de *IMCWB*.

De *CIS* kan hovendien, onverminderd 1., op verzoek van twee of meer *partijen* en mits het akkoord van alle *partijen* op administratief vlak het overleg verzekeren over internationale aangelegenheden die twee of meer *partijen* aanbelangen.

Mandat de la CFS

Art. 4. La CFS est chargée, en ce qui concerne la *politique scientifique* et à l'exclusion des missions confiées à la CIS par l'article 3 :

1. d'assurer, sur le plan administratif, la concertation sur les affaires intéressant l'Etat et les *Communautés et/ou Régions*;

2. de fournir un cadre institutionnel aux réunions prévues par ou en vertu de l'*arrêté royal de procédure*;

3. d'exécuter toute autre mission qui lui est confiée par ou en vertu d'un accord de coopération ou par la *CIMPS*.

La CFS peut, en outre et sans préjudice du 1., assurer, sur le plan administratif, la concertation sur les affaires intéressant deux ou plusieurs *parties* à la demande de celles-ci et moyennant l'accord de toutes les *parties*.

Modalités de décision

Art. 5. § 1^{er}. Lorsque les *Commissions* sont appelées à prendre des décisions, elles décident par consensus entre les représentants des *parties* concernées par une affaire, sauf exception établie soit par ou en vertu de la loi, soit par ou en vertu d'un accord de coopération.

§ 2. L'absence du représentant d'une *partie* dûment convoqué à une réunion ne fait pas obstacle à l'obtention d'un consensus sur les affaires figurant explicitement à l'ordre du jour de la réunion.

§ 3. Sauf exception établie soit par ou en vertu de la loi et notamment par l'article 6bis, § 3 de la *loi spéciale* et par l'*arrêté de procédure*, soit par ou en vertu d'un accord de coopération, les représentants des *parties* déterminent par consensus et en faisant application des dispositions des §§ 4 et 5, celles d'entre elles qui sont concernées par une affaire.

§ 4. Sauf exception établie soit par ou en vertu de la loi, soit par ou en vertu d'un accord de coopération, les *parties* concernées par une affaire sont celles dont l'affaire relève « *ratione materiae* » sur le plan interne, c'est-à-dire :

- soit l'Etat et les Régions,
- soit l'Etat et les *Communautés*,
- soit l'Etat, les Régions et les *Communautés*,
- soit les Régions,
- soit les *Communautés*,
- soit les Régions et les *Communautés*.

Pour l'application de la disposition de l'alinéa qui précède, la compétence attribuée à l'Etat par l'article 6bis, § 3, de la *loi spéciale* n'est prise en compte que si l'affaire porte sur une ou des actions

- a) que l'Etat a entreprises sur base de cette compétence,
- ou
- b) pour lesquelles l'Etat a entamé la procédure fixée par l'*arrêté de procédure*.

On ne tient pas compte des actions visées au a) qui sont terminées, ni de celles visées au b) auxquelles l'Etat a renoncé.

§ 5. Par dérogation au § 3 lorsqu'une *Commission* agit en vertu de l'article 3, alinéa 2 ou de l'article 4, alinéa 2, les représentants des *parties* prennent en compte la compétence « *ratione personae* » et « *ratione loci* ».

§ 6. Même lorsque l'Etat n'est pas *partie* concernée au sens du § 4 pour une affaire internationale qui engage la Belgique, le délégué visé à l'article 2, § 10 peut déclarer formellement qu'une position va à l'encontre des raisons impérieuses de politique étrangère ou est contraire à des prises de position constantes de la Belgique en matière de politique étrangère.

Cette déclaration suspend la formation du consensus visé au § 1^{er} pendant un délai de quinze jours ou jusqu'à l'expiration du délai de suspension de la procédure de recours devant le comité de concertation visé à l'article 32 de la loi du 9 août 1980 de réformes institutionnelles.

§ 7. Sauf le cas visé au § 6 et sans préjudice de l'article 32 de la loi du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, lorsqu'un consensus ne peut être atteint à propos d'une affaire, la décision est suspendue afin que l'affaire en cause soit traitée par des contacts directs au niveau ministériel entre les *parties* concernées. A défaut de solution, l'affaire est traitée par la *CIMPS*.

Opracht van de CFS

Art. 4. De CFS heeft inzake *wetenschapsbeleid*, en met uitsluiting van de opdrachten die door artikel 3 worden toevertrouwd aan de CIS, tot opdracht :

1. op administratief vlak, het overleg over de internationale aangelegenheden te verzekeren die de Staat en de *Gemeenschappen en/of de Gewesten* aanbelangen;

2. te voorzien in een institutioneel kader voor de vergadering bepaald in of krachtens het *procedure koninklijk besluit*;

3. elke andere opdracht te vervullen die haar wordt toevertrouwd door of krachtens een samenwerkingsakkoord of door de *IMCWB*.

De CIS kan bovendien, onverminderd 1., op verzoek van twee of meer *partijen* en mits het akkoord van alle *partijen* op administratief vlak het overleg verzekeren over aangelegenheden die twee of meer *partijen* aanbelangen.

Modaliteiten van besluitvorming

Art. 5. § 1. Wanneer de *Commissies* geroepen worden om beslissingen te nemen, besluiten ze met consensus tussen de vertegenwoordigers van de *partijen* die betrokken zijn in een aangelegenheid, behoudens uitzondering vastgesteld hetzij door of krachtens de wet, hetzij door of krachtens een samenwerkingsakkoord.

§ 2. De afwezigheid van de vertegenwoordiger van een *partij* in een vergadering waartoe hij behoorlijk was opgeroepen, doet geen afbreuk aan het verkrijgen van de consensus voor de aangelegenheden die uitdrukkelijk vermeld waren op de dagorde van de vergadering.

§ 3. Behoudens uitzondering bepaald hetzij door of krachtens de wet en inzonderheid door artikel 6bis, § 3, van de *bijzondere wet* en door het *procedure koninklijk besluit*, hetzij door of krachtens een samenwerkingsakkoord, stellen de vertegenwoordigers van de *partijen* vast bij consensus en zich beroepend op de bepalingen van § 4 en 5, wie onder hen betrokken is in een aangelegenheid.

§ 4. Behoudens uitzondering vastgesteld hetzij door of krachtens de wet, hetzij door of krachtens een samenwerkingsakkoord, zijn de *partijen* die betrokken zijn in een aangelegenheid deze die « *ratione materiae* » op het binnenlands vlak bevoegd zijn, dit wil zeggen :

- hetzij de Staat en de Gewesten,
- hetzij de Staat en de *Gemeenschappen*,
- hetzij de Staat, de Gewesten en de *Gemeenschappen*,
- hetzij de Gewesten,
- hetzij de *Gemeenschappen*,
- hetzij de Gewesten en de *Gemeenschappen*.

Voor de toepassing van de bepaling van voorafgaand lid wordt de bevoegdheid die de Staat is toegekend door artikel 6bis, § 3, van de *bijzondere wet* slechts in aanmerking genomen indien de aangelegenheid een of meer acties betreft

- a) die de Staat heeft aangevat op grond van deze bevoegdheid,
- of
- b) waarvoor de Staat de procedure voorzien in het *procedure koninklijk besluit* heeft aangevat.

Er wordt geen rekening gehouden met de acties bedoeld in a) die beëindigd zijn, en met de acties bedoeld in b) waarvan de Staat heeft afgezien.

§ 5. Wanneer een *Commissie* handelt overeenkomstig artikel 3 tweede lid of artikel 4, tweede lid nemen de vertegenwoordigers van de *partijen*, in afwijking van § 3, de bevoegdheden « *ratione personae* » en « *ratione loci* » in acht.

§ 6. Zelfs indien de Staat voor een internationale aangelegenheid die België verbindt, geen betrokken *partij* is in de zin van § 4, kan de afgevaardigde bedoeld in artikel 2, § 10, formeel verklaren dat een standpunt in strijd is met dwingende redenen van buitenlands beleid of tegengesteld is aan constante stellingnamen van België inzake het buitenlands beleid.

Deze verklaring schorst het tot standkomen van de consensus bedoeld in § 1 op voor een termijn van vijftien dagen of tot de afloop van de schorsingstermijn van de beroepsprocedure voor het Overlegcomité bedoeld in artikel 32 van de wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

§ 7. Wanneer over een internationale aangelegenheid geen consensus kan worden bereikt, wordt de besluitvorming geschorst met het oog op de behandeling van deze aangelegenheid door rechtstreeks contacten op ministerieel niveau tussen de betrokken *partijen* behalve in het in § 6 bedoelde geval en onverminderd artikel 32 van de wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. Bij ontstentenis van oplossing wordt de zaak behandeld door de *IMCWB*.

§ 8. Lorsque la Belgique doit se prononcer dans une instance internationale sur une affaire internationale, les *parties* qui sont appelées à déterminer la position belge le font en établissant la marge de manœuvre des représentants qui seront chargés d'exprimer cette position au plan international. Ces représentants respectent le mandat ainsi déterminé.

§ 9. A la demande d'un membre de la *CIMPS*, du Premier Ministre ou du Président d'un *Exécutif*, le Président de la *CIMPS* évoque toute affaire soumise à une *Commission*.

En cas d'évocation

1. la *Commission* n'est plus habilitée à délibérer sur l'affaire que dans la mesure expressément autorisée par le Président de la *CIMPS*;

2. le consensus acquis relativement à l'affaire reste valable tant qu'un nouveau consensus n'est pas trouvé.

En cas d'évocation, le Président de la *CIMPS* doit convoquer dans les dix jours une réunion de la *CIMPS* ou de son Groupe intercabinefs afin d'examiner l'affaire évoquée.

Convocation

Art. 6. § 1^{er}. Les *Commissions* sont convoquées par leur Président soit d'initiative, soit à la demande d'un représentant ou du délégué visé à l'article 2, § 10. Les convocations sont faites par écrit et accompagnées d'un ordre du jour. Chaque représentant de même que le délégué visé à l'article 2, § 10, peut demander l'inscription de points à l'ordre du jour. Le représentant ou le délégué qui demande l'inscription d'un point à l'ordre du jour fournit un document permettant à la *Commission* de traiter de ce point.

§ 2. Les convocations sont adressées aux représentants et aux délégués sept jours au moins avant la tenue de la réunion. Ce délai peut être réduit jusqu'à deux jours ouvrables si l'urgence le justifie. L'urgence est motivée.

Documents et procès-verbaux

Art. 7. § 1^{er}. Les documents relatifs aux points de l'ordre du jour d'une réunion d'une *Commission* sont autant que possible transmis aux représentants et aux délégués en même temps que la convocation pour cette réunion.

§ 2. Il est dressé procès-verbal des réunions des *Commissions*. Les procès-verbaux sont soumis à l'approbation des *Commissions*.

§ 3. Simultanément à l'envoi des convocations, ordres du jour, procès-verbaux et autres documents aux représentants et délégués, une copie des convocations, ordres du jour et procès-verbaux ainsi qu'une liste des autres documents diffusés sont adressées aux Ministres, Secrétaires d'Etat et membres des *Exécutifs* qui font partie de la *CIMPS*.

Procédure écrite

Art. 8. § 1^{er}. Les *Commissions* peuvent recourir à la procédure écrite. Une affaire fait l'objet d'une procédure écrite soit sur décision du Président, soit lorsqu'un représentant le demande.

§ 2. Les propositions soumises à une approbation écrite sont réputées acceptées si le représentant d'une *partie* concernée n'a pas fait connaître son opposition dans les sept jours de la réception de la proposition et si le délégué visé à l'article 2, § 10 n'a pas fait la déclaration visée à l'article 5, § 6 dans le même délai, cas d'urgence, ce délai peut être réduit jusqu'à deux jours ouvrables. L'urgence est motivée.

§ 3. En cas de rejet d'une proposition visée au § 2, le Président peut soit soumettre une nouvelle proposition à la procédure écrite, soit inscrire l'affaire à l'ordre du jour d'une réunion.

Organes spécialisés des Commissions

Art. 9. § 1^{er}. Les *Commissions* peuvent se doter d'organes spécialisés. La *CIMPS* peut également créer de tels organes auprès des *Commissions*. La *CIMPS* ou la *Commission* fixe le mandat de l'organe spécialisé.

§ 8. Wanneer België zich in een internationale instantie moet uitspreken over een internationale aangelegenheid, stellen de *partij* die het Belgisch standpunt moeten bepalen, de onderhandelingsruimte vast van de vertegenwoordigers die het standpunt op internationaal vlak moeten verwoorden. Deze vertegenwoordigers eerbiedigen het mandaat dat zo werd bepaald.

§ 9. Op verzoek van een lid van de *IMCWB*, van de Eerste Minister of van de Voorzitter van een *Executieve*, trekt de Voorzitter van de *IMCWB* elke aangelegenheid die in een *Commissie* voorligt, tot de *IMCWB*.

In dit geval

1. is de *Commissie* niet meer gemachtigd tot beraadslaging over de aangelegenheid behalve indien dit uitdrukkelijk is toegestaan door de Voorzitter van de *IMCWB*;

2. blijft de consensus over de aangelegenheid geldig voor zover geen nieuwe consensus tot stand is gekomen.

De Voorzitter van de *IMCWB* moet binnen de tien dagen een vergadering van de *IMCWB* of van zijn interkabinetgroep bijeenroepen met het oog op het onderzoek van de aangetrokken aangelegenheid.

Bijeenroeping

Art. 6. § 1. De *Commissies* worden bijeengeroepen door hun Voorzitter, hetzij op eigen initiatief, hetzij op vraag van een vertegenwoordiger of van de afgevaardigde bedoeld in artikel 2, § 10. De groepen gebeuren schriftelijk en zijn vergezeld van een dagorde. Iedere vertegenwoordiger evenals de afgevaardigde bedoeld in artikel 2, § 10, kan de inschrijving van punten op de dagorde vragen. De vertegenwoordiger of de afgevaardigde die om de inschrijving van een punt aan de dagorde verzoekt, zorgt voor een document dat de *Commissie* toelaat het punt te behandelen.

§ 2. De uitnodigingen worden minstens zeven dagen vóór de zitting van de vergadering gestuurd aan de vertegenwoordigers en de afgevaardigden. Deze termijn kan worden teruggebracht tot op twee werkdagen indien de hoogdringendheid het vereist. De hoogdringendheid wordt met redenen gestaafd.

Documenten en notulen

Art. 7. § 1. De documenten over punten van de dagorde van een vergadering van een *Commissie* worden zo mogelijk samen met de uitnodiging voor de vergadering overgemaakt aan de vertegenwoordigers en de afgevaardigden.

§ 2. De vergaderingen van de *Commissies* worden genotuleerd. De notulen worden voor goedkeuring aan de *Commissies* voorgelegd.

§ 3. Gelijkijdig met de verzending van de uitnodigingen, de dagordes, de notulen en de andere documenten aan de vertegenwoordigers en aan de afgevaardigden, worden afschriften van de uitnodigingen, dagordes, notulen evenals een lijst van de andere medegegeelde documenten toegestuurd aan de Ministers, Staatssecretarissen en leden van de *Executieven* die deel uitmaken van de *IMCWB*.

Schriftelijke procedure

Art. 8. § 1. De *Commissies* kunnen beroep doen op de schriftelijke procedure. Een aangelegenheid wordt onderworpen aan een schriftelijke procedure, hetzij bij beslissing van de Voorzitter, hetzij wanneer een vertegenwoordiger erom verzoekt.

§ 2. De voorstellen waarover schriftelijk instemming wordt gevraagd, worden verondersteld goedgekeurd te zijn indien de vertegenwoordiger van een betrokken *partij* geen verzet heeft aangetekend binnen de zeven dagen na ontvangst van het voorstel en indien de afgevaardigde bedoeld in artikel 2, § 10 binnen dezelfde termijn de verklaring bedoeld in artikel 5, § 6 niet heeft gedaan. Bij hoogdringendheid kan deze termijn teruggebracht worden tot op twee werkdagen. De hoogdringendheid wordt met redenen gestaafd.

§ 3. Bij verwerping van een voorstel bedoeld in § 2 kan de Voorzitter hetzij een nieuw voorstel volgens de schriftelijke procedure overmaken, hetzij de zaak op de dagorde van een vergadering inschrijven.

Gespecialiseerde organen van de Commissies

Art. 9. § 1. De *Commissies* kunnen gespecialiseerde organen voorzien. De *IMCWB* kan eveneens dergelijke organen instellen bij de *Commissies*. De *IMCWB* of de *Commissie* bepaalt de opdracht van het gespecialiseerd orgaan.

§ 2. Ne sont représentées dans un organe spécialisé que les *parties* concernées par les affaires que couvre le mandat de cet organe. Toutefois, à leur demande, les autres *parties* peuvent désigner des observateurs qui sont invités aux réunions de l'organe spécialisé.

§ 3. Les représentants et délégués des *parties* dans les organes visés du § 2 sont désignés comme indiqué à l'article 2, §§ 9 et 10.

§ 4. Sauf si l'instance qui crée un organe visé au § 1er en décide autrement, cet organe exerce par délégation, dans le domaine spécifié par son mandat, les attributions de la *Commission* à laquelle il se rattache.

§ 5. Sans préjudice des §§ 1er à 4, les dispositions de l'*accord* sont applicables aux organes visés au § 1er. L'instance qui crée un tel organe peut cependant déroger aux dispositions des articles 6, 7, §§ 1er et 2, et 8.

Dérogations

Art. 10. Il peut être dérogé aux dispositions des articles 6, 7, §§ 1er et 2, et 8 moyennant l'accord des représentants de toutes les *parties* concernées par la ou les affaires auxquelles se rapporte la dérogation. L'accord du délégué visé à l'article 2, § 10 est en outre requis pour les affaires visées à l'article 5, § 6.

Revision de l'accord

Art. 11. § 1er. L'*accord* peut être revu à la demande d'une des *parties*.

§ 2. La *partie* qui demande la revision de l'*accord* soumet les modifications qu'elle souhaite à la *CIMPS*.

§ 3. Le présent accord de collaboration subsiste tant que les *parties* ne se sont pas accordées pour le modifier.

Litiges

Art. 12. Les litiges entre les *parties* nés de l'interprétation de l'exécution de l'accord sont du ressort, selon le cas, des Cours et tribunaux, du Conseil d'Etat ou de la Cour d'Arbitrage.

Le 1er février 1991.

Pour l'Etat :

Le Premier Ministre,
W. MARTENS

Pour la Communauté flamande
et pour la Région flamande :

Le Président de l'Exécutif,
G. GEENS

Pour la Communauté française :

Le Président de l'Exécutif,
V. FEAUX

Pour la Région wallonne :

Le Président de l'Exécutif,
B. ANSELME

Pour la Commission communautaire commune
et pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Président du Collège réuni,
Président de l'Exécutif,
C. PICQUE

Pour la Communauté germanophone :

Le Président de l'Exécutif,
J. MARAITE

§ 2. In een gespecialiseerd orgaan zijn uitsluitend de *partijen* vertegenwoordigd die betrokken zijn in de aangelegenheden die tot de opdracht van dit orgaan behoren. De andere *partijen* kunnen nochtans, op hun verzoek, waarnemers aanduiden die op de vergaderingen van het gespecialiseerde orgaan worden uitgenodigd.

§ 3. De vertegenwoordigers en de afgevaardigden van de *partijen* in de organen bedoeld in § 2 worden aangewezen overeenkomstig artikel 2, §§ 9 en 10.

§ 4. Behalve indien de autoriteit die het orgaan bedoeld in § 1 instelde, er anders over beslist, oefent dit orgaan bij delegatie, in het gebied dat door zijn opdracht is gespecificeerd, de bevoegdheid uit van de *Commissie* waaraan het is verbonden.

§ 5. Onverminderd §§ 1 tot 4, zijn de bepalingen van het *akkoord* toepasselijk op de organen bedoeld in § 1. De autoriteit die een dergelijk orgaan instelt, kan nochtans afwijken van de bepalingen van artikels 6, 7, §§ 1 en 2 en 8.

Afwijkingen

Art. 10. Van de bepalingen van artikelen 6, 7, §§ 1 en 2, en 8 kan worden afgeweken in onderling akkoord tussen de vertegenwoordiger van alle *partijen* die betrokken zijn door de aangelegenheid of aangelegenheden waarop de afwijking betrekking heeft. Bovendien wordt ook het akkoord vereist van de afgevaardigde bedoeld in artikel 2, § 10 voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 5, § 6.

Herziening van het akkoord

Art. 11. § 1. Het *akkoord* kan worden herzien op verzoek van één van de *partijen*.

§ 2. De *partij* die de herziening van het *akkoord* vraagt, legt de wijzigingen die zij wenst voor aan de *IMCWB*.

§ 3. Onderhavig samenwerkingsakkoord blijft geldig zolang de *partijen* zijn wijziging niet overeenkomen.

Geschillen

Art. 12. De geschillen tussen de *partijen* over de interpretatie of de uitvoering van het akkoord ressorteren, naargelang het geval, onder de hoven en rechtbanken, het Arbitragehof of de Raad van State

1 februari 1991.

Voor de Staat :

De Eerste Minister,
W. MARTENS

Voor de Vlaamse Gemeenschap
en voor het Vlaamse Gewest :

De Voorzitter van de Executieve,
G. GEENS

Voor de Franse Gemeenschap :

De Voorzitter van de Executieve,
V. FEAUX

Voor het Waalse Gewest :

De Voorzitter van de Executieve,
B. ANSELME

Voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie
en voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De Voorzitter van het Verenigd College,
Voorzitter van de Executieve,
C. PICQUE

Voor de Duitstalige Gemeenschap

De Voorzitter van de Executieve,
J. MARAITE